



Statuts du Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption

DOCUMENT

Statuts

Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption (CERC)

Politiques et procédures du CERC

Adoptés à Uvira le 15 avril 2017

Préambule



Les membres de la présente Assemblée Générale,

Préoccupés par la gravité des problèmes et des menaces qu'engendre la corruption pour la stabilité et la sécurité de la société, sapant les institutions et les valeurs démocratiques ainsi que les valeurs morales et juridiques et compromettant le développement durable et l'état de droit,

Convaincus également du fait que l'acquisition illicite de richesses personnelles peut être particulièrement préjudiciable aux institutions démocratiques, à l'économie nationale et à l'état de droit,

Convaincus en outre que la participation de la société civile peut contribuer de manière importante à rendre la République Démocratique du Congo, à travers le renforcement des capacités et des institutions, capable de prévenir et de combattre la corruption efficacement,

Ayant également à l'esprit les principes de bonne gestion des affaires publiques et des biens publics, d'équité, de responsabilité et d'égalité devant la loi, et la nécessité de sauvegarder l'intégrité et de favoriser une culture de refus de la corruption,

Considérant la nécessité de la mise en place d'une association capable de renforcer les moyens préventifs de lutte contre la corruption ;

Vu les dispositions du décret-loi n° 004/2001 du 21 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux ASBL et aux établissements d'utilité publique en République Démocratique du Congo.

Sont convenus de ce qui suit :

Titre I – Dispositions générales

SOUS-TITRE I

De la création, de la dénomination, du siège et de la durée

ARTICLE 1

Dénomination

Il est créé en date du 15 avril 2017, conformément aux dispositions du décret-loi n° 004/2001 du 21 juillet 2001 portant dispositions générales applicables aux ASBL et aux établissements d'utilité publique en République Démocratique du Congo, entre les personnes qui adhèrent aux présents statuts, une association ayant pour dénomination « **Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption** », en abrégé « **CERC** ».

ARTICLE 2

Siège

1. Le siège de l'association est établi au 32, avenue CPA, quartier CPA Mushi, commune de Mont-Ngafula, Kinshasa.
2. Le siège du CERC peut être transféré en tout autre lieu de la République Démocratique du Congo sur décision de l'Assemblée Générale, après une consultation faite par le Bureau Exécutif.

ARTICLE 3

Durée

Le CERC est une association dotée de la personnalité morale et à durée illimitée.

ARTICLE 4

Nature

1. Le CERC est une association laïque et apolitique, à caractère public et à but non lucratif.
2. Il se réserve le droit de s'affilier à tout réseau œuvrant dans les mêmes domaines.

SOUS-TITRE II

De la vision, de la mission, des objectifs et des principes

ARTICLE 5

Vision

- Faire de la République Démocratique du Congo un État sans corruption.

Titre I – Dispositions générales (suite)

- Faire du Centre de Recherche sur l'Anti-Corruption une agence par excellence de lutte contre la corruption en République Démocratique du Congo.

ARTICLE 6

Mission

- Éradiquer la corruption, les abus de pouvoir et les malversations financières en République Démocratique du Congo.

ARTICLE 7

Les objectifs

1. Objectif global

Renforcer de façon concertée et continue l'intégrité et l'expertise par le biais de programmes d'éducation civique et d'actions citoyennes.

2. Objectifs spécifiques

- Promouvoir et renforcer les mesures visant à prévenir et combattre la corruption de manière plus efficace ;
- Promouvoir l'intégrité, la responsabilité et la bonne gestion des affaires publiques et des biens publics ;
- Susciter l'engagement des institutions gouvernementales, de la société civile ainsi que d'autres organisations internationales compétentes dans l'opérationnalisation de la lutte contre la corruption ;
- Promouvoir la pensée, la recherche et la réflexion stratégique en matière de lutte contre la corruption en République Démocratique du Congo, et procéder à des échanges d'expériences, de bonnes pratiques, d'outils normalisés, de techniques et d'approches dans la promotion de l'intégrité ;
- Renforcer les capacités des organisations de la société civile œuvrant dans la promotion de la transparence ;
- Susciter l'engagement des citoyens à surveiller les prestations de services par le biais d'enquêtes périodiques sur la prestation des services et la mise en œuvre des projets ;
- Renforcer le rôle des confessions religieuses et des médias dans la promotion de l'intégrité ;

- Promouvoir la coopération inter-organisationnelle dans les actions de lutte contre la corruption ;
- Identifier et mettre en œuvre tout autre objectif déterminé par les membres pour la promotion de l'intégrité.

ARTICLE 8

Principes

Le CERC est régi par les principes ci-après :

- intégrité ;
- responsabilité ;
- transparence ;
- équité.

Titre II – Des membres

ARTICLE 9

Catégories de membres

Le CERC comprend quatre catégories de membres :

- les membres fondateurs ;
- les membres co-fondateurs ;
- les membres effectifs ;
- les membres d'honneur.

ARTICLE 10

Définition des catégories de membres

1. Sont fondateurs les initiateurs de l'association ;
2. Sont co-fondateurs les signataires de l'acte constitutif ;
3. Sont membres effectifs les membres qui participent effectivement aux activités de l'association et s'acquittent de leurs obligations vis-à-vis d'elle ;
4. Sont membres d'honneur les personnes physiques ou morales qui contribuent à la réalisation des objectifs du CERC visant à remplir sa mission.

ARTICLE 11

Adhésion

1. L'adhésion au CERC est ouverte à toute personne de bonne moralité et jouissant de ses droits civiques et politiques ;
2. Les modalités pratiques d'adhésion sont fixées dans le Règlement d'Ordre Intérieur du CERC.

ARTICLE 12

Retrait

Tout membre du CERC peut, à tout moment, décider de se retirer de l'association en saisissant le Président du Conseil d'Administration par lettre recommandée avec accusé de réception.

Titre III – Structure organisationnelle

ARTICLE 13

Les catégories d'organes

La structure organisationnelle du CERC comprend trois (3) types d'organes statutaires :

1. l'Assemblée Générale (AG) ;
2. le Conseil d'Administration (CA) ;
3. le Comité de Contrôle (CC).

SOUS-TITRE I

De l'Assemblée Générale

ARTICLE 14

Composition

Instance suprême du CERC, l'Assemblée Générale est constituée ainsi :

1. les membres fondateurs et co-fondateurs ;
2. les membres effectifs ;
3. les membres d'honneur.

ARTICLE 15

Les attributions

L'Assemblée Générale est compétente pour :

1. adopter les statuts, le règlement intérieur et tout autre outil de gestion jugé nécessaire pour le bon fonctionnement de l'association ;
2. réviser les statuts et le règlement intérieur du CERC ;
3. élire et déchoir de leurs fonctions les membres du Conseil d'Administration ;
4. définir la politique et l'orientation générale de l'association en tenant compte de ses objectifs stratégiques et tactiques ;
5. adopter les rapports annuels d'activité, le rapport financier et le rapport des commissaires aux comptes de l'association ;

6. fixer le montant du droit d'adhésion ainsi que la périodicité et le montant des cotisations ordinaires ;
7. décider des cotisations exceptionnelles ;
8. sanctionner les membres du CERC qui ne se conforment pas aux dispositions des instruments juridiques de l'association ;
9. décider du transfert du siège et de la dissolution de l'association ;
10. approuver l'adhésion de nouveaux membres ;
11. décider de toute autre mesure nécessaire au bon fonctionnement de l'association.

ARTICLE 16

Fonctionnement

1. L'Assemblée Générale est dirigée par le Président du Conseil d'Administration avec l'appui des autres membres du Conseil d'Administration.
2. L'Assemblée Générale se réunit en session ordinaire tous les ans, sur convocation du Président du Conseil d'Administration, sur la base d'un ordre du jour déterminé par le Conseil d'Administration.
3. Une Assemblée Générale extraordinaire peut être convoquée sur un ordre du jour précis, soit à l'initiative du Conseil d'Administration, soit à la demande d'au moins deux tiers (2/3) des membres à jour de leurs obligations statutaires.

SOUS-TITRE II

Du Conseil d'Administration

ARTICLE 17

Composition

1. Le Conseil d'Administration est l'instance dirigeante de l'association. Il est composé de sept membres élus par l'Assemblée Générale, à savoir : un Président, un Directeur Exécutif, un Administrateur, un Secrétaire, un Trésorier et deux conseillers ;
2. Les membres du Conseil d'Administration sont élus pour un mandat de quatre (4) ans renouvelable une seule fois. En tout état de cause, nul ne peut exercer plus de deux mandats au même poste.

ARTICLE 18

Attributions

Le Conseil d'Administration est compétent pour :

1. préparer le plan stratégique de l'association ;
2. valider les budgets annuels et les états financiers pour leur présentation à l'Assemblée Générale ;
3. valider les programmes ou plans de travail annuels pour leur présentation à l'Assemblée Générale ;
4. préparer et planifier l'Assemblée Générale annuelle et les assemblées générales extraordinaires ;
5. décider de la création et de la suppression des emplois selon les besoins de l'organisation et la disponibilité des ressources ;
6. veiller à l'application des résolutions de l'Assemblée Générale et en évaluer l'impact sur les résultats de l'association ;
7. commanditer des audits et évaluations externes de l'association ;
8. fixer les conditions de recrutement et de rémunération du personnel ;
9. décider de toute autre mesure nécessaire au bon fonctionnement de l'association ;
10. établir et présenter à l'Assemblée Générale les rapports annuels d'activité, financier et comptable.

ARTICLE 19

Fonctionnement

1. Le Conseil d'Administration se réunit au moins deux fois par an, et aussi souvent que l'exige l'intérêt de l'association, à l'initiative de son Président ou de deux membres du Conseil d'Administration.
2. Les modalités de tenue des réunions et de délibération au sein du Conseil d'Administration sont précisées dans le règlement intérieur.
3. Les attributions de chacun des membres du Conseil d'Administration sont également précisées dans le règlement intérieur.

SOUS-TITRE III

Du Comité de Contrôle

ARTICLE 20

Composition et fonctionnement

1. Le Comité de Contrôle est composé de cinq (5) membres élus par l'Assemblée Générale pour un mandat de trois (3) ans renouvelable une fois.
2. Le Comité de Contrôle veille au bon fonctionnement de l'organisation en vérifiant et en contrôlant la régularité des comptes ainsi que le respect des présents statuts, du Manuel des procédures administratives et financières, du Règlement intérieur du personnel et du Règlement d'Ordre Intérieur de l'association.

Titre IV – Gestion des ressources financières

SOUS-TITRE I

Des ressources financières

ARTICLE 21

Origine des ressources

Les ressources financières de l'association proviennent :

1. des cotisations ordinaires et spéciales des membres ;
2. des dons et legs ;
3. des produits d'autofinancement ;
4. des subventions et de toute forme d'assistance financière reçues des ONG, d'organismes privés, d'organismes gouvernementaux et internationaux, et de personnes physiques ou morales.

ARTICLE 22

Dépôt et gestion des ressources

Les ressources financières du CERC sont déposées sur un compte ouvert en son nom et soumis à la double signature du Directeur Exécutif et du Chargé de finance, avec une possibilité de délégation de signature à un autre membre de la Direction Exécutive.

SOUS-TITRE II

De l'exercice financier et de la comptabilité

ARTICLE 23

Exercice financier

L'exercice financier de l'association commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre. Le 31 décembre de chaque année, il doit être établi un inventaire ainsi qu'un compte détaillé des recettes et des dépenses de l'exercice clos.

Par dérogation, le premier exercice couvre la période comprise entre la date de mise en place des organes et l'exercice suivant.

ARTICLE 24

Contrôle

1. Le bilan, le compte de résultat et les inventaires arrêtés au 31 décembre sont mis à la disposition du Comité de Contrôle, qui a accès à tout moment aux registres tenus par le Chargé de finance.
2. À la demande de l'Assemblée Générale, les comptes annuels de l'association peuvent être audités et certifiés par un cabinet d'audit et d'expertise comptable externe à l'association.

2. Toute proposition d'amendement des textes fondamentaux du CERC doit être déposée auprès du Président du Conseil d'Administration au moins soixante (60) jours avant la prochaine Assemblée Générale et communiquée aux membres au plus tard trente (30) jours avant la tenue de l'Assemblée Générale.

ARTICLE 26

Dissolution

1. Le CERC ne peut être dissous que par une Assemblée Générale extraordinaire convoquée à cet effet et statuant à la majorité des deux tiers (2/3) des membres, et ne peut être officiellement dissous que par décision de justice, conformément aux articles 18 et 19 du décret-loi n° 004/2001 du 20 juillet 2001.
2. En cas de dissolution, l'Assemblée Générale extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs chargés des opérations de liquidation. Si, à la clôture des opérations de liquidation, il apparaît un actif net, celui-ci est obligatoirement et entièrement attribué à une organisation de lutte contre la corruption choisie par l'Assemblée Générale.

Titre V – Révision et dissolution

ARTICLE 25

Révision des textes fondamentaux

1. Les statuts et le règlement intérieur du CERC peuvent être modifiés par décision de l'Assemblée Générale prise à la majorité des deux tiers (2/3) des membres, soit à l'initiative du Conseil d'Administration.

Titre VI – Dispositions diverses et finales

ARTICLE 27

Le règlement intérieur

Un règlement intérieur adopté par l'Assemblée Générale précise les modalités d'application des présents statuts.

ARTICLE 28

Entrée en vigueur

Les présents statuts entrent en vigueur dès leur adoption par l'Assemblée Générale extraordinaire.

Statuts adoptés à l'unanimité par l'Assemblée Générale extraordinaire tenue à Uvira le 15 avril 2017.



CENTRE DE RECHERCHE SUR L'ANTI-CORRUPTION

 [cerccongo](https://www.facebook.com/cerccongo)

 [cerccongo](https://twitter.com/cerccongo)

 [cerccongo](https://www.linkedin.com/company/cerccongo)

 [cerccongo](https://www.instagram.com/cerccongo)

www.cerc.cd

32, Avenue CPA, Quartier CPA Mushi, Commune de Mont-Ngafula, Kinshasa, RDC

info@cerc.cd · +243 977 757 227

Le CERC est une organisation non gouvernementale (ONG) enregistrée (numéro d'enregistrement : F.92/42579) dotée de la personnalité juridique par le Ministère de la Justice : JUST/SG/20/21311/2021.

Le CERC dispose du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC).